



Le service Vigicrues propose un abonnement gratuit pour recevoir des alertes en cas de menace d'inondation.

Hier, la Rive droite était encore submergée par les eaux de la Garonne. Avec ses 6,81 mètres, le pic de la crue a mobilisé pompiers et municipalité. Les riverain-es et Vigicrues restent à l'affût.

Les Bordelais-es ont les pieds dans l'eau. En cette matinée du 12 mars, le quai des Queyries est submergé par la Garonne. Quelques aventurier-ères se risquent à traverser les zones barricadées par les agent-es municipaux-ales tandis que la police s'affaire à rediriger les automobilistes. Les quais, malgré la présence de certain-es cyclistes et piéton-nes, sont fermés à la circulation. Rue Jean-Paul Alaux, dans le quartier de la Bastide, les résident-es observent l'eau monter à leur porte. « Hier, on s'est retrouvé sur une île, on ne pouvait pas sortir pendant deux heures », témoigne Salah. À ses côtés, son fils est privé d'école pour la deuxième journée consécutive à cause des inondations, comme le précise une affiche Nuyens : « Pas de classe, pas de garde-rie, pas de restauration ».

En descendant la Garonne, au hameau d'Esconac, Frédérique Augry vit au rythme des marées. Tous les

moyens sont bons pour contrer les caprices du fleuve. Dignes de protection, batardeaux et installations rudimentaires, les astuces se partagent sur le groupe WhatsApp des habitant-es du quartier. « Au plus fort de la marée, je ne peux pas sortir de chez moi. Même en bottes ! », s'exclame-t-elle.

Un coefficient de 117 sur 120

Ce mardi, sur le coup de 8 h 30, le niveau du fleuve a atteint 6,81 mètres. Un chiffre proche de la crue la plus importante depuis 25 ans, lorsqu'en décembre 1999, la Garonne était montée à 7,05 mètres. Depuis le 10 mars, la Gironde est en vigilance orange pour « risques de crues et vagues submersion ». En cause : de fortes marées sur le littoral qui atteignent un coefficient de 117 sur 120. « C'est un coefficient élevé mais pas rarissime non plus », analyse Yan Lacaze, responsable à Bordeaux de Vigicrues,

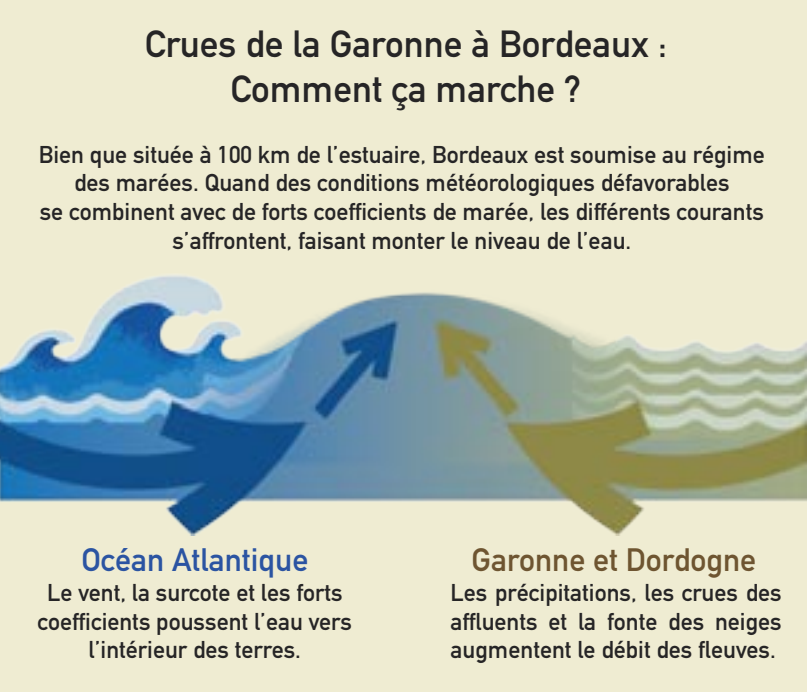
un organisme qui réalise les prévisions d'inondation en étroite collaboration avec Météo France. « Bien qu'il s'en approche, ce cycle de fortes marées ne dépasse pas ceux de 2014 ou 2015 », témoigne-t-il. À l'époque, la ville avait déjà connu des inondations importantes.

« L'eau est reine »

Retour sur les quais : les quelques rues bloquées par les eaux « ne représentent pas de danger particulier, c'est surtout handicapant pour la circulation », détaille un agent de police municipale, quelques mètres plus loin. Plus tôt dans la matinée, les forces de l'ordre ont évacué une dizaine de personnes sans-abris réfugiées sous le pont de Pierre. « Lors de tels événements climatiques, la priorité est la mise en sécurité des populations », nous affirme le service communication des sapeurs-pompiers de Gironde. « Nous aidons les personnes à s'installer au premier étage, voire à évacuer la zone si le niveau de danger le nécessite. » Pour cette crue, les effectifs ont dû être renforcés. Alors qu'il barre la route, Stéphane Bourlon, agent d'entretien, veille à la sécurité des riverain-es. « Hier, une voiture s'est retrouvée au milieu de l'eau, elle ne pouvait plus en sortir. »

Depuis 1997, il est aux premières loges des inondations qui frappent la Belle endormie. Aujourd'hui, il est chargé de déboucher les égouts obstrués par les résidus que la Garonne ramène. Le cinquantenaire s'incline : « L'eau est reine. Tant qu'elle ne repart pas, on ne peut rien faire ! »

Lili Pateman et Zian Palau



Infographie réalisée par Justine Manaud

Penser le jour d'après

Bordeaux fait face à des crues de plus en plus fréquentes et doit s'adapter en impliquant davantage la population. Emmanuelle Bonneau, enseignante-chercheuse en urbanisme à l'Université Bordeaux Montaigne, nous explique ces enjeux.

Depuis lundi, Bordeaux est touchée par d'importantes crues. Quels enseignements peut-on en tirer ?
Emmanuelle Bonneau : La ville de Bordeaux s'est construite sur le lit de la Garonne, une zone inondable où l'on habite et où l'on a développé des activités économiques. Les crues nous font sentir vulnérables car nous sommes directement victimes et témoins de leurs conséquences. Nous vivons donc avec ce risque, dont les manifestations ont vocation à devenir de plus en plus violentes avec le changement climatique. Il est urgent de remettre la question de l'eau au centre des politiques d'aménagement du territoire.

Quel rôle peut jouer l'urbanisme dans la gestion des inondations ?
E. B. : L'urbanisme est un outil qui permet à la fois de minimiser les conséquences des crues mais aussi d'en faire comprendre l'origine. En découvrant des rivières comme la Devèze [un affluent de la Garonne qui part de Mérignac et se jette au niveau du Pont de Pierre après avoir tra-

versé le centre-ville, ndlr], par exemple, l'aménagement urbain permet de rendre visible l'hydrologie d'un territoire. Mais malheureusement à Bordeaux, on a plutôt cherché à se



Marée haute à Bordeaux le 12 mars 2024.

ET AUSSI

UN IFTAR SOLIDAIRE ORGANISÉ À TALENCE

CONGÉS MENSTRUELS : RÉGLER UNE INJUSTICE

À BORDEAUX, UN JOB DATING SPORTIF

LES INFLUENCEURS S'INVITENT EN LIBRAIRIE

EN BREF

Tempête Monica : un bilan provisoire de cinq morts

En France, le bilan des crues de ce mois de mars 2024 s'élève désormais à six morts. Deux personnes sont encore portées disparues dans le Gard. Dans le nord-est de l'Espagne, trois personnes sont également portées disparues.

Adaptation : des mesures insuffisantes en France

La Cour des comptes a rendu mardi 12 mars un rapport sur « l'action publique en faveur de l'adaptation au changement climatique ». L'institution pointe un manque d'anticipation de l'État sur l'adaptation des villes et l'impréparation au regard de l'érosion côtière.

LA GIRONDE, PARTICULIÈREMENT EXPOSÉE AUX INONDATIONS



Les côtes de l'estuaire de Gironde comptent de nombreuses zones inondables. Certaines pourraient être complètement submergées d'ici 2100, selon des données régulièrement mises à jour par l'institut de recherche américain Climate Central. Un réchauffement de 2,9°C (dernières estimations de l'ONU) ferait ainsi disparaître tous les quais de Bordeaux sous la Garonne.

Source: PPRI et référentiel inondations Gironde
Infographie réalisée par Justine Manaud



Pour le premier iftar, des hommes se sont rassemblés à la mosquée de Talence, lundi 11 mars.

Un Ramadan placé sous le signe de la solidarité

Dimanche 10 mars, les musulman·es de France ont débuté leur mois de Ramadan. À Talence, un iftar solidaire est organisé tous les soirs. Une solution pour lutter contre l'isolement pendant ce mois de jeûne.

Il est 19h06, l'appel à la prière retentit dans l'enceinte de la mosquée de Talence, ce lundi. Il est l'heure de rompre le jeûne. Après avoir bu un verre de lait et avalé trois dattes, une trentaine d'hommes disparaît dans la salle de culte. Quelques retardataires arrivent d'un pas pressé. « Ils ont déjà commencé ? Mince ! », lâchent-ils en se débarrassant de leurs chaussures. Une fois la prière terminée, ils reviennent s'installer autour des assiettes disposées sur le sol. Le repas de l'iftar solidaire a été préparé par les bénévoles et les fa-

milles du quartier, sous l'égide du Collectif des parents et de l'Association des Musulmans de Talence.

Rompre la solitude

« Si la soupe est si bonne, c'est parce qu'elle est faite par des Marocaines », lance Jérôme, le regard emplît de fierté. Les femmes, justement, mangent de l'autre côté de la mosquée. Huit d'entre elles sont assises en cercle. Au milieu, des assortiments de spécialités maghrébines, des bols de

soupe, du pain, de l'eau. Les participantes ne se connaissent pas avant ce soir, hormis deux colocataires, Isma et Kenia. Les deux étudiantes, l'une en physique-chimie et l'autre en droit, ne peuvent pas passer le Ramadan avec leurs proches cette année. « On a l'habitude des grands repas avec la famille, les voisins... Ce n'est pas très marrant de passer le ramadan seule. Ici, on casse le jeûne ensemble », explique Isma.

Adil, président de l'association Le collectif des parents, tempère. « Cette année, des iftar solidaires sont organisés uniquement à Talence, Pessac et Libourne ». Pour les personnes isolées qui habitent en dehors de ces zones, et pour qui préparer le repas traditionnel est trop contraignant, certains commerces proposent de livrer des portions individuelles à domicile.

Les boucheries se mobilisent

À la Grande Boucherie de Villenave d'Ornon, l'heure est aux livraisons. Ce mardi, dès 7 h du matin, une camionnette part livrer les client·es : « On a de plus en plus de personnes seules qui commandent, ça leur fait gagner du temps », explique Sami. La boucherie propose également des plats déjà préparés, grâce à Leïla qui connaît les recettes traditionnelles sur le bout des doigts : « Beaucoup de plats que l'on prépare pendant le Ramadan sont faits avec de la viande, les gens veulent se faire plaisir dans le partage, se remémorer les bons souvenirs de leurs premiers Ramadans. C'est un moment rare où l'on achète de bonnes choses. » La boucherie est également une donatrice importante de l'iftar solidaire de la mosquée de Talence. Retour à la mosquée. Latifa débarasse les assiettes avec les autres. Cette mère de famille est arrivée à Talence il y a deux mois, pour que sa fille atteinte d'anorexie soit hospitalisée. « Au début, j'allais la voir tous les jours. Mais les médecins demandent à ce que j'espace mes visites, confie-t-elle, les larmes aux yeux. Ça me fait du bien de venir ici. » Fatima, étudiante en école d'ingénieur·es, elle aussi loin de sa famille, résume : « On est ensemble, c'est ce qui caractérise le Ramadan. »

Sahra Kadi-Pasquer et Pierre Lassaue

Congés menstruels : une victoire féministe et syndicale

L'Université Bordeaux Montaigne va mettre en place un congé menstruel de 15 jours pour tout·es les étudiant·es. Une avancée féministe mais également syndicale en cette période électorale.

La veille de la journée internationale des droits des femmes, l'Université Bordeaux Montaigne (UBM) a voté à l'unanimité en Commission de Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) l'instauration d'un congé menstruel. Les étudiant·es menst·rué·es pourront bénéficier de 15 jours d'absence justifiée par an à partir de la rentrée prochaine. Les personnes souffrant de règles douloureuses devront seulement fournir un certificat médical obtenu auprès d'un·e médecin ou infirmier·e de l'Espace Santé via un formulaire en ligne.

« Une évolution des mentalités »

En décembre 2023, une pétition en faveur du congé menstruel est lancée et rassemble rapidement plus de 700 signatures. Le projet est à l'initiative de l'Union nationale des étudiants de France (Unef), rejointe par Étudiants Bordeaux Montaigne (EBM). L'effet est immédiat : début janvier les négociations sont enclenchées et plusieurs élu·es du bureau de la CFVU travaillent à l'élaboration du projet, tandis que les syndicats s'assurent d'obtenir toutes les voix auprès de l'équipe présidentielle et de l'opposition. « La période électorale les a forcément incité à voter plus vite », juge Louise Schaller, vice-présidente étudiante de l'UBM. Après Angers et Montpellier, l'UBM est la troisième université à adopter un congé menstruel. Marie Mellac, vice-présidente de la CFVU, y était favorable dès le départ : « C'était le bon moment au vu du contexte national ». Le dynamisme des syndicats a fait le reste.

« C'est une fierté pour notre université

et une véritable avancée qui permet d'assurer l'égalité. Il y a une évolution des mentalités », se réjouit Büşra Dirik, membre de l'UNEF et élue à la CFVU.

Les syndicats en campagne électorale

La décision est prise en exemple. À l'Université de Bordeaux, l'Union Étudiante (UE), ainsi que d'autres, souhaitent mettre en place le congé menstruel dès que possible. « C'est une belle victoire à Bordeaux Montaigne, cela ouvre le chemin », s'exclame Yanis Jaillet. Le président du jeune syndicat présente une liste à l'UBM aux prochaines élections et compte bien capitaliser sur cette mesure. L'Unef et le Syndicat Gauche Radicale Étudiante ont également décroché un accord de principe de l'administration de Science Po Bordeaux. Un vote devrait confirmer cela en juin, mais 15 jours de congés menstruels ont d'ores et déjà été mis en place. « L'objectif est que toutes les universités, écoles et IEP de France s'y mettent », explique Alan Lambert, trésorier de l'Unef Bordeaux et élu au Conseil d'Administration de Sciences Po Bordeaux. Selon lui, c'est aussi une manière de montrer que le syndicalisme a un sens : « On arrive à obtenir de véritables avancées grâce au vote ». Une aubaine pour les syndicats qui mettent en avant le congé menstruel dans leur campagne. Le 27 et 28 mars prochains, les étudiant·es de Bordeaux Montaigne devront élire leurs représentant·es.

Elise Leclercq



À la librairie Mollat, les bandeaux « phénomènes TikTok » investissent les étagères.

Les influenceur·euses mettent l'édition à la page

Les « bookfluenceurs », critiques littéraires 2.0, investissent les réseaux sociaux. Un phénomène qui prend une ampleur considérable, au point d'avoir un impact sur l'activité des libraires et des maisons d'édition.

Hier, à l'occasion du quart d'heure national de lecture, vous avez peut-être eu la main hésitante au moment de choisir le livre qui devait vous accompagner. Un dilemme qui aurait pu être évité après un rapide tour sur la plateforme TikTok. Ces derniers mois, le réseau social est inondé par le hashtag #BookTok, avec 30 millions de vidéos d'influenceur·euses qui recommandent des livres. Jennifer, @passionofbooks, fait partie de cette communauté. La Bordelaise s'est lancée sur la plateforme pendant le confinement. Elle partage chaque jour de nouveaux coups de cœur à ses 26 000 followers, qui en retour lui demandent son avis sur certains ouvrages. « J'ai ouvert mon compte pour faire découvrir des livres et partager ma passion de la lecture », confie cette bibliophile. Des découvertes qui se concrétisent en librairie. Chrystal, libraire à Mollat, constate que de plus en plus d'ouvrages de ses rayons arborent un bandeau « le phénomène Tiktok », au même titre que les prix littéraires traditionnels. « Avec les Booktoks, il y a une recrudescence d'un lectorat de jeunes

lectrices. C'est un marché économique important en plein développement ». Un phénomène que constate aussi Olivier Pène, libraire à La machine à lire. « Quand cinq client·es nous demandent le même livre en une journée, alors qu'habituellement on en vend deux exemplaires dans le mois, c'est qu'il se passe quelque chose », ironise-t-il. Un fort impact sur les ventes qui pousse les maisons d'édition à se rapprocher des bookfluenceurs. Charlie, @bokerogkaffe sur Instagram, a noué un partenariat avec Fantasmia. Cette petite maison d'édition spécialisée dans les livres fantasy à destination des jeunes adultes lui demande son avis sur des ouvrages avant publication. « Je me sens écoutée et c'est assez flatteur. C'est un plaisir de lire et de poster. En plus, on reconnaît la qualité de mon travail », confie-t-elle. Une manne financière pour les maisons d'édition qui utilisent la puissance de ces influenceur·euses. « Les ventes d'un livre peuvent être propulsées si la bonne personne en fait la recommandation sur les réseaux sociaux », conclut Charlie.

Marius Caillaud

Recruter par le sport

Depuis le Covid, certaines entreprises mettent en place de nouveaux dispositifs sportifs pour embaucher. L'objectif : révéler, grâce à des activités physiques, la personnalité des futur·es employé·es.

« Je suis venu car j'adore la compétition et surtout parce que j'ai besoin d'une alternance », avoue Paul, 19 ans, en BTS informatique à Pessac. Le temps d'enfiler un chasuble, il rejoint les 80 autres participant·es de l'Adéquat challenge tour, qui fait étape à Bordeaux ce mardi 12 mars. Sur le parquet du Palais des sports, des jeunes âgé·es de 18 à 30 ans sont tous·tes venu·es avec la même idée : trouver un job. Réparti·es en dix équipes, les demandeur·euses d'emploi vont participer à différentes épreuves autour du sport afin de dévoiler leur personnalité aux représentant·es d'entreprises présent·es. Une après-midi durant laquelle la barrière d'un entretien d'embauche classique disparaît.

« Esprit d'équipe »

En utilisant le sport comme un moyen de recruter, les entreprises peuvent identifier des candidat·es talentueux·es, mais aussi promouvoir des valeurs telles que l'esprit d'équipe et le dépassement de soi. « La volonté principale est de casser la barrière entre l'employeur et les candidats grâce à des activités physiques qui révèlent le vouloir-faire et le savoir-faire des jeunes en recherche d'emploi », affirme Claire Versini, consultante en réinsertion professionnelle. Le sport fait valoir des compétences qui sont parfois difficiles à évaluer à travers un CV ou un entretien d'embauche. « C'est un lieu de rencontres professionnelles dans des circonstances différentes », poursuit-elle. Le dispositif initié par la société d'interim Adéquat donne la possibilité à des employeur·euses et à des candidat·es de se rencontrer dans un contexte moins conventionnel. Les



Les participant·es disputent un match de basket afin de prouver aux recruteur·euses qu'ils et elles ont leur place dans l'équipe.

jeunes se sentent moins stressé·es et peuvent montrer d'autres qualités, parfois difficiles à faire valoir lors d'un entretien classique.

Un recrutement loin des bureaux

Un effacement de barrières qui accroît la confiance en soi. « Au début de la journée les candidats sont souvent introvertis et n'osent pas parler aux entreprises », explique Didier Garcia, directeur régional du Sud Ouest de l'entreprise Adéquat. Mais à la fin des activités, ils ont créé des liens entre eux car le sport permet de fluidifier la relation entre les recruteurs et les candidats », estime-t-il. Les pouvoirs publics se sont également lancés dans le jeu, avec l'initiative « Du stade vers l'emploi » de France Travail (ex Pôle Emploi). Une solution supplémentaire pour les

17,3% de jeunes âgé·es de 15 à 24 ans, actuellement au chômage, pour décrocher un travail.

Jules Joué



13 entreprises sont présentes à l'événement.